



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 4 JUIN 2018**

MENTION D’AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **lundi 4 juin 2018**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **11 juin 2018** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **28 mai 2018**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 4 juin 2018 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1-Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2018

2-FINANCES

- 2-1- Sécurisation du Groupe Scolaire - Demande de subvention au titre du F.I.P.D.R. 2018 (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation)
- 2-2- Réalisation des travaux de protection réglementaire du forage de "Notre Dame" - Demandes de subventions (Département et Agence de l'Eau)
- 2-3- Diagnostic du réseau d'assainissement - Etude complémentaire avec avenant au marché CEREK et demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau
- 2-4- SYMIELECVAR - Adoption de la nouvelle convention de groupement de commandes d'achat d'énergie
- 2-5- Transports scolaires - Participation communale aux frais d'abonnement des familles pour l'année 2018/2019
- 2-6- Tarifs des prestations des services périscolaire et extrascolaire à compter de la rentrée 2018/2019 (maintien des barèmes 2017/2018)
- 2-7- Instauration du tarif des frais d'enlèvement de dépôts sauvages de déchets sur la voie publique
- 2-8- Aide aux particuliers pour les travaux de rénovation des façades du centre-village

3-URBANISME

- 3-1- P.L.U. - Protection de l'activité agricole - Lancement d'une procédure de Zone Agricole Protégée
- 3-2- P.L.U. - Validation des propositions de réponses aux avis des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) suite à l'arrêt du PLU.

4-PERSONNEL

- 4-1- Convention-cadre de partenariat avec le C.N.F.P.T. PACA pour la formation du personnel communal en 2018
 - 4-2- Elections professionnelles Comité Technique (C.T.) et Comité Hygiène-Sécurité-Conditions de Travail (C.H.S.C.T.)
- 5- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal
- Questions écrites
 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 4 juin 2018**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. **SAULNIER** Bernard – **TURINELLI** Jacqueline - **CULINATI** Jean - **GAUTIER** Rémi - **DEBAQUE** Christian - **NAL** André - **VERDON** Pierre - **GAQUIERE** Ingrid - **CEMBRANI** Romain - **COLLAINE** Olivier - **MUNIER** Denise - **COEURDEUIL** Yves – **PAZ** Aymeric - **LEBERQUIER** Céline - **DONADEY** Sylviane - **KINET** Jean-Luc.

Absents excusés : MM. **BOSSUGE** Brigitte (pouvoir donné à Jacqueline TURINELLI) - **VERLAQUE** Marie-Thérèse (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - **BOULE-AMPHOUX** Isabelle (pouvoir donné à Pierre VERDON) - **VERMENOUE** Christine - **FOURNEL** Gilles.

soit 16 présents, 3 absents excusés ayant donné pouvoir et 2 absents excusés, soit 19 votants.

A noter que Mme VERMENOUE est arrivée lorsque le dossier sur le SYMIELEC a été traité.

Le nombre de présents a alors était de 17, celui des absents excusés de 3 pour ceux ayant donné pouvoir et d'1 absent excusé sans pouvoir, soit 20 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Jacqueline TURINELLI**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

1-Approbation du PV de la réunion du 26 avril 2018

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2018.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 26 avril 2018

A la majorité : 3 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et MM CEMBRANI et COLLAINÉ)

APPROUVE ce document.

2-FINANCES

2-1- Sécurisation du Groupe Scolaire - Demande de subvention au titre du F.I.P.D.R. 2018 (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'en octobre 2016, la Commune a déposé auprès de la Préfecture une demande de concours financier de l'Etat via le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (F.I.P.D.R.) pour les travaux de sécurisation des écoles. Il indique qu'en octobre 2017, la Préfecture informait la Commune que sa demande n'avait pas été retenue et qu'elle pouvait être reformulée en 2018.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que le montant de l'estimatif des travaux s'élevait à 22.746 € HT (valeur 2016) et une subvention de l'Etat de 17.863 € (80 %) avait été demandée. L'actualisation de ces devis a été demandée. Le montant est aujourd'hui de 22.746 €.

Il précise que lesdits travaux comprennent :

- l'installation de sirènes spécifiques à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement
- l'installation d'un portail automatisé sécurisé par des caméras et un clavier à code

Il indique que l'objectif de ces travaux consiste à permettre de visionner les personnes se présentant au portail automatisé du groupe scolaire en le sécurisant par une surveillance rapprochée et par la possibilité d'actionner des sirènes spécifiques conformément aux PPMS en vigueur dans les deux écoles.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le principe de déposer une nouvelle demande de subvention au titre du F.I.P.D.R. 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de travaux visant à la sécurisation du Groupe Scolaire pour un montant de 22.746 € HT

SOLLICITE une subvention de l'Etat au titre du F.I.P.D.R. 2018 à hauteur de 80 %.

AUTORISE M. le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à la mise en place du financement.

2-2- Réalisation des travaux de protection réglementaire du forage de "Notre-Dame" - Demandes de subventions (Département et Agence de l'Eau)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'un forage a été réalisé au lieu-dit "Notre Dame" pour sécuriser la ressource en eau en cas de pollution de celui actuellement en service. Ce forage n'est pas équipé à ce jour car sa protection doit être assurée préalablement.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que la réalisation des travaux de protection réglementaire du forage de "Notre Dame" doit être mise en œuvre dans les plus brefs délais. Une consultation d'entreprises sera lancée dans les prochaines semaines. Le financement de l'opération fera l'objet de demandes de subventions adressées aux financeurs potentiels (Agence de l'Eau et Conseil Départemental du Var).

Il précise que lesdits travaux consistent à :

- la pose d'une clôture sur le périmètre de protection immédiate
- l'installation d'un portail

Le montant prévisionnel pour la réalisation de ces travaux est estimé à 20 500,00 € HT décomposé comme suit :

Désignation	Montant HT
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour un montant de	1 500 €
- Travaux de débroussaillage des périmètres immédiats	4 000 €
- Frais de géomètre. Recherche de bornes et implantation des limites	3 000 €
- Travaux de clôture et pose d'un portails d'accès.....	12 000 €
Soit un total HT de	20 500 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur la mise en œuvre des travaux de protection du forage de "Notre-Dame" et sur les demandes de subventions à déposer auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET,

APPROUVE le projet de travaux visant à la protection du forage de "Notre-Dame" pour un montant de 20.500 € HT,

SOLLICITE une aide financière auprès de l'Agence de l'Eau (50 %) et du Département (30 %)

AUTORISE M. le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires à la mise en place du financement.

2-3- Diagnostic du réseau d'assainissement - Etude complémentaire avec avenant au marché CEREG et demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que le Bureau d'Etudes "CEREG TERRITOIRES" a présenté lors d'une récente réunion le diagnostic du réseau d'assainissement concernant les inspections télévisées (ITV).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE indique que les conclusions suivantes ont résulté de cette présentation :

- 6 km d'ITV sont initialement prévus au marché en tranche ferme B. CEREG en propose 5,2 km. La facturation se faisant bien entendu au linéaire réellement inspecté (sur la base de 3200 €/km HT)
- proposition de réalisation d'un repérage complémentaire et exhaustif comprenant 623 regards supplémentaires dont 150 sont prévus en tranche ferme B pour un montant total de 13.083 € (sur la base de 21 €/regard HT)

Ce repérage complémentaire permettrait de :

- Obtenir un plan des réseaux complet et à jour,
- Proposer un programme de travaux le plus exhaustif possible,
- Gagner en efficacité lors des prochaines recherches d'eaux claires parasites (si les tranches conditionnelles font l'objet d'un OS),
- Répondre à la réglementation sur la connaissance des réseaux.

M. DEBAQUE rappelle que le marché à procédure adaptée a été passé avec le bureau d'études « CERE TERRITOIRES » (délibération du 18/02/2016) sur la base de l'offre d'un montant H.T. de 96.930 € (subventionné à hauteur de 50 % par l'Agence de l'Eau).

Il propose qu'une nouvelle demande de subvention soit déposée auprès de l'Agence de l'Eau sachant que son montant peut varier de 50 à 80%.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur l'avenant n° 1 à passer avec CERE pour ces compléments d'études et sur la demande d'aide financière à adresser à l'Agence de l'Eau.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

APPROUVE les termes de l'avenant n° 1 au marché passé avec "CERE TERRITOIRES" pour l'étude concernant le diagnostic du réseau d'assainissement

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ledit avenant n° 1 d'un montant de 10.500 € HT

SOLLICITE l'aide financière de l'Agence de l'Eau à hauteur de 80 %

PRECISE que les crédits nécessaires à l'autofinancement de l'opération sont inscrits au budget 2018 du Service Public de l'Assainissement Collectif.

2-4- SYMIELECVAR - Adoption de la nouvelle convention de groupement de commandes d'achat d'énergie

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la Commune du VAL fait partie du groupement de commandes d'achat d'électricité mis en place par le SYMIELECVAR par délibération N°45 en date du 21/04/2015.

A ce titre, le Syndicat a procédé à l'attribution de marchés en tant que coordonnateur, la Commune étant chargée de son exécution.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE indique que ce marché arrivera à terme fin 2018 et qu'il convient donc de préparer la nouvelle période d'achat.

Pour ce faire, il convient d'adopter la convention de groupement qui a été mise à jour, d'une part, en fonction du nouveau texte de la commande publique et d'autre part, en fonction de l'entrée dans le groupement d'organismes qui ne sont pas classés comme collectivités territoriales.

Conformément à l'article 8 de la convention initiale, la convention peut être modifiée par avenant, sous réserve d'obtenir la majorité qualifiée des 2/3 des membres.

Les modifications apportées à la convention sont les suivantes :

- Introduction : Mise en œuvre de l'ordonnance N°2015-899 du 23/07/2015.
- Article 1^{er} : Ouverture du groupement à l'achat de toutes les énergies.
- Article 3 : Modalités de cristallisation des membres du groupement.
- Article 7 : Prise en compte des entités hors collectivités territoriales pour l'indemnisation du coordonnateur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué au SYMIELECVAR,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

Vu la délibération en date du 8 avril 2015 actant la participation de la Commune au Groupement de Commandes d'achat d'électricité,

Vu la délibération N°124 du SYMIELECVAR en date du 07/12/2017 approuvant l'avenant à la convention de groupement,

DECIDE d'adopter la nouvelle convention, jointe à la présente, qui annule et remplace la précédente.

2-5- Transports scolaires - Participation communale aux frais d'abonnement des familles pour l'année 2018/2019

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, lors du Conseil Communautaire du 4 mai 2018, dans le cadre des délibérations relatives au tarif de l'abonnement intercommunal aux transports scolaires et de la participation intercommunale aux frais d'abonnement des familles aux transports scolaires organisés par la Région PACA, la Communauté d'Agglomération "Provence Verte" a fait état de nouvelles dispositions retenues par la Région en matière de transports scolaires notamment la modification du tarif de l'abonnement annuel régional aux transports scolaires, à compter de la prochaine rentrée scolaire 2018/2019.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme GAQUIERE explique que le tarif de l'abonnement annuel régional aux transports scolaires passe de 120 à 110 euros par élève demi-pensionnaire relevant de la compétence régionale (c'est-à-dire élève ayant droit utilisant les services scolaires régionaux pour se rendre notamment dans un établissement scolaire situé hors du territoire de l'Agglomération en classe préélémentaire ayant 4 ans révolus, en classe élémentaire, en classe de collège, en classe de lycée d'enseignement général, agricole et professionnel, en section d'enseignement adapté, en classe de perfectionnement).

Elle précise que le tarif de l'abonnement régional aux transports scolaires pour les élèves internes reste à 80 euros.

Elle ajoute que la Région prévoit également d'intégrer le principe d'une participation réduite à 10 euros pour les familles dont le quotient familial serait inférieur à 700 euros.

Mme GAQUIERE indique que le Conseil Communautaire de la CAPV a délibéré pour fixer le tarif annuel de l'abonnement intercommunal aux transports scolaires à compter de la rentrée scolaire 2018-2019 à **110 euros** par élève demi-pensionnaire et à **80 euros** par élève interne de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, général, agricole ou professionnel, en section d'enseignement adapté ou en section de perfectionnement, domicilié et inscrit dans un établissement scolaire situé sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, quelle que soit la date d'inscription et fixer la participation intercommunale aux frais d'abonnement intercommunal aux transports scolaires à 50 €, à compter de la rentrée scolaire 2018-2019, par élève demi-pensionnaire ou interne de l'enseignement secondaire (collèges et lycées uniquement).

Elle précise que le cumul des participations intercommunale et communale ne pourra donc pas être supérieur à 110 euros ce qui implique que ces nouvelles dispositions pouvant être de nature à faire évoluer le montant de la participation communale aux frais d'abonnement aux transports scolaires à compter de la prochaine rentrée scolaire, le montant des participations communales pour les élèves du primaire et du secondaire sont susceptibles d'évoluer en conséquence.

Mme GAQUIERE rappelle à l'assemblée que pour l'année scolaire 2017/2018 ont été appliquées les dispositions de la délibération du Conseil Municipal du 19 juillet 2017 (en fonction du quotient familial).

Elle propose au Conseil Municipal d'allouer une participation de 25 € aux élèves demi-pensionnaires uniquement.

Elle précise que cette participation serait versée pour les élèves :

- inscrits dans un établissement de la CAPV
- inscrits dans un établissement hors CAPV avec un quotient familial supérieur à 700 €

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir arrêter le montant des participations accordées aux familles par la Commune pour l'année scolaire 2018/2019

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

Considérant que pour les élèves demi-pensionnaires le coût de l'abonnement annuel est fixé à 110 € et à 10 euros pour les familles dont le quotient familial est inférieur à 700 euros

A l'unanimité moins une abstention (M. KINET)

DECIDE d'attribuer une participation communale aux frais de transports scolaires uniquement aux élèves demi-pensionnaires

ARRETE le montant de la participation communale à 25 € pour les élèves :

- inscrits dans un établissement de la CAPV
- inscrits dans un établissement hors CAPV avec un quotient familial supérieur à 700 €

PRECISE que la participation communale s'ajoutera à la participation de la CAPV aux frais d'abonnement des familles aux transports scolaires

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

2-6- Tarifs des prestations des services périscolaire et extrascolaire à compter de la rentrée 2018/2019 (maintien des barèmes 2017/2018)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que les tarifs relatifs aux prestations péri et extrascolaires ont été instaurés par délibération du 13 mai 2015.

Il donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée "Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse".

Mme GAQUIERE indique que, sur proposition de la Commission "Affaires Scolaires - Enfance - Jeunesse", le maintien des tarifs appliqués pour l'année scolaire 2017/2018 est préconisé pour les années futures (sans indication d'une durée quelconque).

Elle ajoute que l'évolution de ces tarifs restera possible par recours à une délibération modificative.

Elle donne lecture à l'assemblée desdits tarifs (ci-annexés).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée "Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse"

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de la Commission "Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse" de maintenir les tarifs péri et extrascolaires appliqués durant l'année 2017/2018 sans indication de durée

ARRETE lesdits tarifs comme listés dans l'annexe ci-jointe.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au recouvrement des participations familiales au fonctionnement desdits services.

2-7- Instauration du tarif des frais d'enlèvement de dépôts sauvages de déchets sur la voie publique

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, malgré les différents services existants sur la Commune pour la gestion des déchets comme les nombreux points de dépôt équipés de conteneurs de tri sélectif, le service de collecte des ordures ménagères, la déchetterie, le service mensuel gratuit d'enlèvement des encombrants, il est constaté un nombre croissant de dépôts sauvages sur la voie publique ou à des endroits publics non prévus à cet effet.

Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement.

M. CULINATI souligne que ces incivilités nuisent à la propreté de la Commune et que les contrevenants sont passibles de poursuites pénales pour non-respect de la réglementation existante et surtout pour l'atteinte à l'environnement.

Il rappelle que les conséquences de ces incivilités représentent une charge financière pour la Commune qui doit assurer l'enlèvement et le traitement de ces dépôts illicites et le nettoyage des lieux. Il soumet au Conseil Municipal la proposition de la Commission "Environnement", de faire supporter ces frais aux contrevenants qui auront pu être identifiés. Il précise qu'après constat de l'infraction, un courrier sera envoyé au contrevenant pour l'informer de la facturation des prestations des Services Techniques et du prochain envoi d'un avis de paiement transmis via la Trésorerie.

M. CULINATI ajoute qu'aucun motif valable ne pouvant justifier ces dépôts sauvages de déchets, la Commission propose que la Police Municipale puisse utiliser des moyens photographiques permettant d'identifier les contrevenants en la matière. Il présente à l'assemblée, pour information, les devis obtenus pour l'acquisition du matériel nécessaire (deux appareils photos, mâts et protection,.....).

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les propositions présentées par la Commission "Environnement".

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

INSTAURE un tarif des frais d'enlèvement des dépôts sauvages de déchets sur la voie publique ou à des endroits publics non prévus à cet effet

FIXE un forfait de 120 € pour cette prestation des Services Techniques

INDIQUE qu'une facturation sera établie si l'enlèvement des dépôts entraîne une dépense supérieure au forfait (sur la base d'un décompte des frais réels de l'intervention des S.T.).

AUTORISE M. le Maire à facturer aux contrevenants l'enlèvement et le traitement des déchets et le nettoyage du site

2-8- Aide aux particuliers pour les travaux de rénovation des façades du centre-village

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante du nouveau dispositif d'aide aux travaux de rénovation des façades mis en place par l'Agglomération "Provence Verte" par délibération n°2018-21 du 09/02/2018 dans le but de soutenir l'action des communes membres de l'Agglomération qui disposent d'un dispositif d'embellissement de leurs centres anciens et cœurs de village.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que les bénéficiaires de l'aide à la rénovation des façades attribuée par l'Agglomération Provence Verte, sont des propriétaires privés, personnes physiques ou morales des immeubles concernés, ayant droits occupants ou bailleurs, à titre de résidence principale ou secondaire et à usage unique d'habitation.

Il précise que sont éligibles les biens à usage d'habitation, les maisons individuelles ou immeubles, qui font l'objet de travaux d'embellissement ou de réhabilitation des façades situés dans le périmètre défini dans le dispositif "façades" de la Commune, soit le centre ancien (délibération du 29 juin 2007).

Il souligne que les constructions neuves sont exclues et seules les rénovations de plus de 10 ans après le dernier ravalement sont prises en compte.

M. COLLAINE informe l'assemblée que le montant de l'aide communautaire versée aux bénéficiaires ne peut excéder 20% du montant TTC des travaux éligibles avec un plafond d'intervention fixé à 1.000€ (montant versé par l'Agglomération "Provence Verte" directement au bénéficiaire à la fin des travaux).

M. COLLAINE rappelle que la Commune du VAL avait mis en place, il y a plusieurs années, en collaboration avec la Communauté de Communes "Comté de Provence", un dispositif d'aide en faveur des travaux de ravalement de façades dans un objectif d'embellissement des centres anciens.

Il précise que, jusqu'à présent, la CCCP versait une aide égale à 20 % maximum du montant des travaux TTC (avec un plafond de 1.000 €) aux propriétaires pour ces travaux. La participation de la CAPV sera identique mais possible que si une participation communale est arrêtée par chaque Conseil Municipal.

M. COLLAINE donne lecture du règlement approuvé par la CAPV.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE d'allouer aux particuliers, dont le dossier sera retenu, une participation communale égale à 20 % du montant TTC des travaux éligibles avec un plafond d'intervention fixé à 1.000 € (en complément de la participation de la C.A.P.V.)

APPROUVE les modalités d'attribution et de versement de la subvention définies dans le règlement établi par la C.A.P.V. (ci-joint annexe)

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement de cette participation aux bénéficiaires

S'ENGAGE à inscrire chaque année les crédits nécessaires au budget communal.

3-URBANISME

3-1- P.L.U. - Protection de l'activité agricole - Lancement d'une procédure de Zone Agricole Protégée

Monsieur le Maire rappelle que l'objectif d'une Zone Agricole Protégée est la préservation de zones agricoles qui, présentant un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique, peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées (loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999, modifiée par les lois d'Orientation Agricole de 2006 et d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt de 2014 – article L112-2 du Code Rural). Il précise que ce zonage s'insère dans la liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols annexée au document d'urbanisme.

Il donne la parole à M. Rémi GAUTIER, Adjoint délégué à l'Urbanisme.

M. GAUTIER rappelle que l'agriculture a toute sa place sur la commune mais que ce potentiel agricole a fortement été impacté par l'urbanisation ces dernières décennies et demeure toujours menacé par une pression foncière. Il indique que la protection de ces espaces agricoles doit se traduire par une vigilance accrue des élus locaux et souligne que le PLU a reconnu l'enjeu de la préservation des espaces agricoles en définissant des orientations volontaristes dans le PADD et un zonage adapté. Il précise que le P.L.U. préserve donc les espaces agricoles à court et moyen terme. Il propose aujourd'hui de préserver à long terme par l'outil ZAP les espaces agricoles pour y favoriser une économie agricole pérenne.

M. GAUTIER rappelle les motivations qui ont conduit le COPIL "P.L.U." et les Commissions Communales de l'Urbanisme et de l'Agriculture à initier cette procédure de classement d'une partie du territoire de la Commune en Zone Agricole Protégée et notamment la volonté d'affirmer le caractère rural de la commune :

- Caractère agricole marqué de la Commune,
- Pression croissante du développement urbain,
- Qualité et potentiel agricole de certains secteurs en Appellation d'Origine Protégée (AOP),
- Présence sur la commune d'agriculteurs encore très actifs pour lesquels il est nécessaire de protéger le foncier, support de leur activité,
- Volonté de pérenniser, développer et diversifier l'agriculture,
- Nécessité de protéger des espaces naturels et agricoles afin de préserver le cadre de vie et l'environnement communal.

M. GAUTIER indique que la Commune du Val souhaite pérenniser et développer l'économie agricole ainsi que son patrimoine agricole sur le territoire. Aussi, en vue de limiter la pression foncière conduisant à l'abandon des parcelles qui deviennent des friches, et afin de répondre au souhait commun, de la Commune et du monde agricole, le COPIL "PLU" propose de mettre en œuvre avec le concours de la Chambre d'Agriculture du Var, l'outil foncier de préservation des terres agricoles : la Zone Agricole Protégée (ZAP), valant servitude d'utilité publique, qui permet de garantir sur le long terme le classement en zone agricole.

M. GAUTIER précise que, s'agissant d'une servitude d'utilité publique, les documents d'urbanisme devront prendre en compte le périmètre de la ZAP délimité par arrêté préfectoral après avis du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Rémi GAUTIER, Adjoint délégué à l'Urbanisme,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 1 ABSTENTION (M. NAL) et 3 CONTRE (Mmes DONADEY et BOULE AMPHOUX et M. VERDON),

DECIDE :

- de lancer les études nécessaires à l'élaboration du projet de création de ZAP sur la Commune,
- de donner délégation à M. le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaires à la procédure de création de la ZAP, notamment une convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var (ci-annexée) pour un montant de 8.900 € dont 7.100 € seront à la charge de la Commune (20 % étant pris en compte par la Chambre d'Agriculture)
- d'inscrire les crédits correspondants au budget communal,
- d'autoriser M. le Maire à procéder à l'ensemble des formalités nécessitées par cette procédure.

CONFIRME l'intérêt général de préserver les zones agricoles.

SOLLICITE une aide financière de la Région à hauteur de 40 % dans le cadre de ses actions en faveur du foncier agricole intitulé "Préserver le potentiel de production agricole et favoriser l'accès au foncier" et notamment l'aide à la réalisation d'études préalables à la mise en œuvre de démarches réglementaires en faveur de la protection des espaces agricoles.

3-2- P.L.U. - Validation des propositions de réponses aux avis des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) suite à l'arrêt du P.L.U.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante de la réception, jusqu'en mars 2018, des avis des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) sur le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) arrêté par délibération du 4 décembre 2017.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal membre de la Commission "Urbanisme".

M. COLLAINE indique que des réunions de travail se sont tenues au sein du COPIL "P.L.U." et des diverses commissions communales concernées, en présence et en collaboration étroite avec le Bureau d'Etudes "BEGEAT" afin de préparer des projets de réponses aux P.P.A..

Il précise qu'un rapport a été rédigé par "BEGEAT", suite aux réunions en COPIL, pour reprendre ces diverses propositions de réponses, rapport qui a ensuite été transmis au Conseil Municipal pour information.

Il ajoute que l'assemblée délibérante doit maintenant se prononcer sur ces réponses pour les valider comme les a validées le COPIL "P.L.U..".

M. COLLAINE indique que cette validation entraînera des modifications à apporter au dossier du P.L.U. prêt à être approuvé après enquête publique.

Il donne lecture du rapport établi par "BEGEAT".

M. COLLAINE précise également que les modifications réalisées sur le dossier du P.L.U., tant en ce qui concerne celles faisant suite aux avis des P.P.A. que celles résultant de l'enquête publique, feront l'objet ultérieurement d'une délibération particulière, avant approbation du P.L.U..

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du rapport établi par "BEGEAT", suite aux réunions en COPIL, concernant les propositions de réponses aux avis des P.P.A. sur le P.L.U. arrêté,

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal membre de la Commission "Urbanisme",

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 4 ABSTENTIONS (Mmes DONADEY - BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et M. VERDON) et 1 CONTRE (M. PAZ),

DEMANDE que BEGEAT reformule la réponse à apporter au Département, à l'UDAP et à la Chambre des Métiers,

VALIDE l'ensemble des autres propositions de réponses aux avis des Personnes Publiques Associées sur le P.L.U. arrêté le 4 décembre 2017, telles que présentées dans le rapport rédigé par "BEGEAT",

DEMANDE que le P.L.U. arrêté soit modifié en conséquence

AUTORISE M. le Maire à entreprendre les démarches nécessaires pour l'accomplissement de cette décision.

4-PERSONNEL

4-1- Convention-cadre de partenariat avec le C.N.F.P.T. PACA pour la formation du personnel communal en 2018

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'un projet de convention-cadre de partenariat est proposé comme chaque année par le C.N.F.P.T. « PACA » visant à organiser des actions de formation collectives ou individuelles pour le personnel communal, en 2018, moyennant une participation financière de la collectivité.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint Vice-Président de la commission du personnel communal, qui donne lecture du projet de convention-cadre et en explicite les divers articles.

Il demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à signer cette convention.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention-cadre de partenariat avec le C.N.F.P.T. « PACA » pour des actions de formation collectives ou individuelles pour le personnel communal durant l'année 2018

PRECISE que les crédits prévisionnels nécessaires sont inscrits au budget communal 2017 (chapitre 012).

- Comité Technique Local :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'un Comité Technique Local (C.T.L.) a été créé par délibération du 25 septembre 2014, les effectifs du personnel communal (titulaires et stagiaires) dépassant les 50 agents (51 au 1er janvier 2014).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE rappelle que par la délibération du 25 septembre 2014 le nombre de représentants du personnel (collège "employé") a été fixé à 3 titulaires et 3 suppléants et le paritarisme numérique a été maintenu en fixant un nombre de représentants des élus de la Commune (collège "employeur") à 3 également. Il indique que des élections professionnelles se sont déroulées ensuite et que les représentants ont été élus pour un mandat de 4 ans.

Il propose donc à l'assemblée délibérante de reconduire les dispositions de la délibération susvisée pour l'organisation de nouvelles élections au C.T.L.

Il précise que l'effectif apprécié au 1 janvier 2018, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 55 agents

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition de reconduction.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4,8 et 26,

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

MAINTIENT le nombre de représentants titulaires du Collège "employé" au C.T.L. à 3 (trois) (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),

DECIDE le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants du collège "employeur" égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

DECIDE le recueil, par le Comité Technique, de l'avis des représentants de la collectivité.

C.H.S.C.T.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'un Comité "Hygiène - Sécurité - Conditions de Travail" (C.H.S.C.T.) a été créé par délibération du 25 septembre 2014, les effectifs du personnel communal (titulaires et stagiaires) dépassant les 50 agents (51 au 1er janvier 2014).

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal.

M. DEBAQUE rappelle que par la délibération du 25 septembre 2014 le nombre de représentants du personnel (collège "employé") a été fixé à 3 titulaires et 3 suppléants et le paritarisme numérique a été maintenu en fixant un nombre de représentants des élus de la Commune (collège "employeur") à 3 également. Il indique que des élections professionnelles se sont déroulées ensuite et que les représentants ont été élus pour un mandat de 4 ans.

Il propose donc à l'assemblée délibérante de reconduire les dispositions de la délibération susvisée pour l'organisation de nouvelles élections au C.H.S.C.T..

Il précise que l'effectif apprécié au 1 janvier 2018, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 55 agents

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition de reconduction.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32,33 et 33-1,
Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et notamment ses articles 1, 2, 4,8 et 26,
Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret 85.603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié,

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel Communal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

MAINTIENT le nombre de représentants titulaires du Collège "employé" au C.H.S.C.T. à 3 (trois) (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants),

DECIDE le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants du collège "employeur" égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,

DECIDE le recueil, par le C.H.S.C.T., de l'avis des représentants de la collectivité.

5- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,
Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 26 avril 2018, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, deux décisions dans le cadre de ses délégations :

07/2018	03/05/2018	Octroi concession trentenaire MANICCIA Joëlle veuve PAGES ROMERO	+ 860 € dont 286,67 € versés au CCAS
08/2018	28/05/2018	Acceptation du devis de prestation de services SPL "ID 83" - Réaménagement des rues Thiers, de la Miséricorde et impasse de l'Hôpital	7.220 € HT

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 26 avril 2018, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

-Questions écrites

-Questions orales

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 21h00.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER